

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**JOBPUNT VLAANDEREN**

[C – 2001/05016]

**Jobpunt Vlaanderen coördineert de aanwerving voor een mobiliteitsdeskundige voor stad Mechelen**

Het stadsbestuur van Mechelen is met zijn meer dan 1300 medewerkers een belangrijke werkgever in de regio. Via een efficiënte organisatie willen we de burgers kwalitatieve dienstverlening garanderen.

De sectie ruimtelijke planning is voor haar team dringend op zoek naar een (m/v) mobiliteitsdeskundige.

Functiebeschrijving :

- u verricht studies en formuleert voorstellen en instructies i.v.m. mobiliteit en parkeren zodat voor iedereen een vlot en veilig verkeer gegarandeerd wordt;
- u neemt deel aan de werkgroep verkeer, pleegt overleg met andere diensten en organisaties en brengt advies uit inzake mobiliteitbeleid.

Profiel :

- u heeft affiniteit met informaticatoepassingen;
- u bent zeer communicatief, neemt graag initiatief en kan goed organiseren;
- u heeft aandacht voor kwaliteit, kan zich flexibel opstellen en zelfstandig beslissingen nemen.

Toelatingsvoorwaarden :

- u bent onderdaan van de Europese Unie;
- u vertoont een gedrag dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
- u geniet de burgerlijke en politieke rechten;
- u heeft aan de dienstplichtwetten voldaan;
- u bent lichamelijk geschikt voor de normale uitoefening van het ambt.

Aanwervingsvoorwaarden :

- u heeft een diploma van Hoger Onderwijs Korte Type met specialisatie of bijkomende opleiding stedenbouw of verkeerskunde – laatstejaarsstudenten kunnen onder voorbehoud deelnemen aan het examen en na het behalen van hun diploma eventueel in dienst treden;
- u neemt deel aan de selectieprocedure en slaagt voor de testen.

Ons aanbod :

- een vaste benoeming met ruime verantwoordelijkheid;
- nettomaandloon ± 45 000 BEF (afhankelijk van de gezinssituatie);
- een boeiende en afwisselende job met veel contacten in een stabiele werkomgeving;
- een goede vakantieregeling.

Kandidaturen :

Wil u meer informatie over de functie kan u terecht bij de heer Bram Van Dyck op het nummer 015-29 79 36 of via e-mail : ruimtelijkeplanning@mechelen.be

U kan deelnemen aan dit aanwervingsexamen door uw sollicitatiebrief met uitgebreid c.v. afschrift van het diploma en getuigschrift van goed zedelijk gedrag (niet ouder dan 3 maanden) uiterlijk op 27 april 2001 naar De Witte & Morel, t.a.v Daniël Michiels, Rijvisschestraat 118, 9052 Gent, hrs.gen@ey.be

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C – 2001/27228]

**20 MARS 2001. — Circulaire ministérielle relative aux conditions d'acceptabilité  
et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne**

Aux députations permanentes des conseils provinciaux,

Aux collèges des bourgmestres et échevins des villes et communes wallonnes,

Vu la décision du Gouvernement wallon du 3 février 2000 délimitant les bassins et sous-bassins hydrographiques en Région wallonne;

Vu l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 8 mars 2001;

Considérant que le Contrat d'Avenir pour la Wallonie prévoit le développement des contrats de rivière et leur adaptation à la gestion intégrée par bassins afin de favoriser les actions concertées avec les communes et le monde associatif;

Considérant qu'il convient de modifier en conséquence la circulaire qui régit les contrats de rivière;

Considérant que le milieu aquatique est soumis de manière permanente à l'impact des activités humaines (urbanisation, agriculture, industrie, activités ménagères, loisirs,...) et des phénomènes naturels (sécheresses, inondations,...);

Considérant que les incidences de ces activités méritent des solutions durables et des mesures de protection et de gestion pour lesquelles des actions concertées à tous les niveaux, notamment avec les usagers et les riverains des cours d'eau, apparaissent indispensables;

Considérant que la dynamique née, à travers les contrats de rivière, des collaborations entre personnes tant publiques que privées en faveur de projets locaux qui allient développement socio-économique et gestion globale du milieu aquatique, répond à cet impératif et qu'il est par conséquent nécessaire de poursuivre le subventionnement par la Région wallonne de telles initiatives sous des conditions à préciser;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Ministre ayant les contrats de rivière dans ses attributions de soutenir ces initiatives et d'informer les personnes désireuses de promouvoir de tels projets;

Décide d'adopter la présente circulaire qui abroge et remplace la circulaire ministérielle du 18 mars 1993 (*Moniteur belge* 26 mai 1993) modifiée le 18 juin 1996 (*Moniteur belge* 10 septembre 1996) et le 3 juin 1997 (*Moniteur belge* 15 juillet 1997).

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et objectifs

Le contrat de rivière est un protocole d'accord entre un ensemble aussi large que possible d'acteurs publics et privés sur des objectifs visant à concilier les multiples fonctions et usages des cours d'eau, de leurs abords et des ressources en eau du bassin. Ce protocole peut être institué sous forme de charte.

Le contrat de rivière engage ses signataires, chacun dans le cadre de ses responsabilités, à atteindre, notamment au travers d'actions et de projets identifiés, des objectifs déterminés dans des délais raisonnables et à assurer l'exécution des actions et projets précités.

En ce qui concerne la préparation du contrat de rivière, il s'agit, particulièrement dans le chef des acteurs locaux, d'étudier des actions qu'ils peuvent eux-mêmes mettre en œuvre pour atteindre les objectifs qu'ils se fixent dans les limites géographiques visées par le contrat dont l'axe est un cours d'eau et ses affluents ("la rivière") et dont le territoire géographique tend à couvrir l'un des sous-bassins hydrographiques défini au chapitre IV ("sous-bassins").

Afin d'assurer la préparation et le suivi des engagements des différents partenaires, ceux-ci mettent en place, selon les modalités définies par le chapitre II de la présente circulaire, un coordinateur de projet ("le coordinateur") et un Comité de rivière ("le comité").

Le Ministre ayant en charge les contrats de rivière ("le Ministre") peut, selon les modalités définies par le chapitre III de la présente circulaire, octroyer des subventions afin de favoriser soit l'élaboration, soit l'exécution, soit la mise à jour d'un contrat de rivière.

Les objectifs du contrat de rivière visent en priorité à restaurer, à protéger et à valoriser la qualité écologique et les ressources en eau du bassin en intégrant harmonieusement l'ensemble des caractéristiques propres à la rivière.

Outre la participation de l'ensemble des acteurs signataires, la démarche du contrat de rivière exige la sensibilisation, l'information et la participation de la population qui réside dans la zone couverte par le contrat en vue de favoriser le développement d'une dynamique durable.

Afin d'aider les contrats de rivière dans leurs démarches administratives, favoriser les actions et la coordination des contrats de rivière, une cellule contrats de rivière ("l'administration") est mise en place au sein de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

#### CHAPITRE II. — Modalités d'élaboration

La procédure d'élaboration d'un contrat de rivière comprend plusieurs étapes :

1. phase d'initialisation du projet :
  - 1a. constitution d'un dossier préparatoire;
  - 1b. préparation d'une convention d'étude ayant pour objet la rédaction d'un contrat de rivière;
2. approbation de la convention d'étude;
3. exécution de la convention d'étude;
4. signature du contrat de rivière;
5. exécution des engagements;
6. évaluation - mise à jour du contrat de rivière.

##### 1. Phase d'initialisation du projet

###### 1.a. Constitution d'un dossier préparatoire

L'initiateur peut être toute personne privée ou publique (province, commune ou intercommunale) désireuse de développer des solutions concertées pour la protection de la rivière et des ressources en eau du bassin.

L'initiateur propose aux communes intéressées le lancement d'un projet de contrat de rivière.

Les communes ayant marqué leur accord, introduisent, avec le concours de l'initiateur, un dossier préparatoire auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement de la Région wallonne.

Le dossier contient les éléments suivants:

- a. une présentation de l'initiateur;
- b. la zone concernée par le projet et la liste des communes dont le territoire recouvre en tout ou en partie ladite zone;
- c. une étude bibliographique relative à la situation existante;
- d. une définition de l'état initial du réseau hydrographique concerné, établi au départ des données disponibles;
- e. un récapitulatif des intérêts ou problèmes locaux qui plaident en faveur de la mise en place d'un contrat de rivière;

- f. l'engagement des conseils communaux d'adhérer aux principes du contrat de rivière tel que défini au chapitre 1<sup>er</sup> et marquant l'accord sur le récapitulatif des objectifs et des intérêts locaux collectifs;
- g. l'avis de la (des) députation(s) permanente(s) sur le dossier si la Province est partie prenante;
- h. la nature et les résultats de l'ensemble des consultations déjà engagées;
- i. les structures locales existantes qui acceptent de servir de relais pour l'élaboration du contrat et leurs moyens (appuis logistiques, techniques, scientifiques, financiers,...);
- j. une proposition de coordonnateur du projet et les éléments qui justifient cette proposition.

#### 1.b. Préparation d'une convention d'étude

Sur base du dossier complet, l'Administration, de concert avec l'initiateur, établit un projet de convention d'étude ayant pour objet la rédaction d'un contrat de rivière.

Pour être pris en considération, le projet de convention doit répondre aux conditions suivantes :

- a. désigner le coordonnateur du projet;
- b. préciser le rôle du coordonnateur du projet dont la mission finale est l'élaboration d'un projet de contrat de rivière et qui doit en étudier sa faisabilité, sa mise en place et son exécution;
- c. préciser les méthodes de participation des parties intéressées et la méthodologie générale qui sera suivie;
- d. définir les domaines d'activité sur lesquels portera le contrat de rivière;
- e. préciser le programme à réaliser dans le cadre de la convention d'étude et définir le planning;
- f. proposer la composition du comité de rivière; ce dernier a pour mission:
  - de veiller à la bonne exécution de la convention, il en est l'organe de gestion;
  - de favoriser la recherche de solutions concertées pour la rédaction du contrat de rivière;
- g. établir les prévisions budgétaires;
- h. indiquer les sources de financement et les contributions de chacun des souscripteurs (hors apports en nature), voir chapitre III;
- i. définir la durée de la mission (trois ans maximum) et la répartition annuelle du budget;
- j. prévoir une comptabilité spécifique pour la gestion de la convention.

Le comité de rivière est composé de représentants mandatés par les parties intéressées à la réalisation du contrat de rivière.

Il peut comporter notamment des représentants :

- de la Commission des Eaux;
- des communes concernées;
- de la (des) province(s) concernée(s);
- des administrations et organismes compétents;
- des acteurs locaux intéressés;
- de la Société publique de Gestion de l'Eau.

Les communes, et le cas échéant les provinces concernées, ayant marqué leur accord sur le projet de convention, le dossier préparatoire et le projet de convention sont introduits auprès du Ministre par l'Administration.

#### 2. Approbation du projet de convention d'étude

Le Ministre soumet, pour avis, le projet de convention à la Commission des Eaux.

Sur base du rapport dressé par l'Administration et de l'avis donné par la Commission, le Ministre peut approuver le projet de convention d'étude et la désignation du coordonnateur du projet, dans la limite des disponibilités budgétaires de la Région.

#### 3. Exécution de la convention

Le coordonnateur du projet met en place le Comité de rivière dans les soixante jours suivant la date de notification par le Ministre de la convention d'étude à l'initiateur. Le comité choisit un président en son sein et détermine son règlement d'ordre intérieur.

Le comité se réunit au moins deux fois l'an.

Le coordonnateur du projet fait parvenir, tous les six mois, à chaque membre du Comité de rivière, un rapport intermédiaire dans lequel est présentée l'évolution de l'étude et sont détaillés les problèmes rencontrés.

Chaque rapport est approuvé par le Comité de rivière.

Au terme de la convention, le coordonnateur du projet dépose un rapport final et un projet de contrat de rivière. Le rapport et le projet sont approuvés par le comité de rivière. Un exemplaire des documents est remis à chaque membre du comité de rivière et quatre exemplaires sont remis à l'Administration.

Le projet de contrat de rivière, rédigé par le coordonnateur du projet, est notamment conçu en tenant compte des accords dégagés au sein du Comité de rivière, au terme d'une large information et concertation entre toutes les parties intéressées.

Le projet de contrat de rivière:

- rappelle les différents usages locaux du cours d'eau et de ses abords, ainsi que les intérêts représentatifs de ces usages;
- énonce les éléments de valeur liés au milieu aquatique et à son environnement dans la zone considérée;
- inventorie et hiérarchise les nuisances existantes au sein de la zone considérée et qui exercent une incidence sur son environnement;

— énonce l'ensemble des propositions adoptées en concertation tant dans le domaine curatif (solutions aux nuisances existantes) que dans le domaine préventif (maintien et protection des éléments de valeur);

— établit le programme des actions pour lesquelles des accords ont pu être dégagés, avec pour chacune d'elles : l'(es) objectif(s) poursuivi(s), les moyens nécessaires (humains, technologiques, réglementaires,...), les besoins financiers, les engagements de financement, le planning et le degré d'urgence;

— comprend un programme de sensibilisation du public et des institutions scolaires, notamment en ce qui concerne les droits et devoirs de chacun en rapport avec les objectifs visés.

#### 4. Signature du contrat de rivière

Le contrat de rivière est signé par l'ensemble des acteurs publics et privés qui, dans le cadre de leur responsabilité, s'engagent à atteindre les objectifs fixés dans le contrat, et ce, dans les délais raisonnables.

Le contrat de rivière peut être consulté par la population dans les administrations communales concernées. Le comité de rivière veille à ce que le contrat soit l'objet d'une large publicité.

#### 5. Exécution des engagements

Le respect des engagements pris par les différents signataires et la coordination des actions sont assurés par le comité de rivière.

L'exécution des engagements s'opère dans le respect d'une large concertation.

Le Comité de rivière est chargé d'établir, avec les communes concernées, un rapport annuel d'exécution du contrat. A ce titre, il indique les aménagements effectués et les mesures prises au cours de l'année écoulée ainsi que les prévisions pour l'année en cours.

De nouveaux partenaires peuvent rejoindre le comité de rivière, selon des modalités définies par le Règlement d'ordre intérieur.

Le rapport annuel d'exécution précise également la nature des difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du contrat pour l'année écoulée ainsi que des propositions de rémediation pour les années futures. Il mentionne les possibilités de nouvelles actions à prendre en charge à l'occasion d'une mise à jour du contrat de rivière.

Le rapport annuel d'exécution est déposé pour la première fois, dans les quatre mois qui suivent le premier anniversaire de la date de signature du contrat de rivière, dans les deux mois pour les années ultérieures.

#### 6. Evaluation — Mise à jour du contrat de rivière

Une évaluation et une mise à jour du contrat de rivière sont établies tous les trois ans, la première fois au terme de la troisième année qui suit la signature.

L'évaluation est réalisée par l'Administration et le Comité de rivière au départ des rapports annuels d'exécution.

La mise à jour présente les actions nouvelles programmées. Elle est approuvée formellement par les membres du comité de rivière. Elle accompagne le rapport annuel d'exécution.

### CHAPITRE III. — *Financement*

#### A. Financement de la convention d'étude

Le financement de la convention d'étude peut être pris en charge par :

- la Région wallonne (Ministre compétent pour les contrats de rivière);
- la (les) province(s);
- la (les) communes(s);
- tout autre partenaire désireux de soutenir financièrement le projet.

L'intervention totale de la Région est limitée, pour la durée de la convention (trois ans maximum), aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s), avec un maximum par sous-bassin versant repris au tableau de l'annexe I.

#### B. Financement pour l'exécution et la mise à jour du contrat de rivière

Pour garantir le suivi de l'exécution et de la mise à jour du contrat de rivière, le financement du Comité de rivière peut être pris en charge par :

- la Région wallonne (Ministre compétent pour les contrats de rivière);
- la (les) province(s);
- la (les) commune(s);
- tout autre partenaire désireux de soutenir financièrement le suivi du projet.

L'intervention totale de la Région est octroyée pour des périodes successives de trois ans, limitée à une période maximale de douze ans. La reconduction des subventions est subordonnée aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s), avec un maximum annuel repris au tableau de l'annexe I. Pour les contrats de rivière qui doivent fusionner en vertu du chapitre IV, la date à prendre en considération pour déterminer la période de douze ans est fixée par le Ministre à l'occasion d'un avenant qui abrogera et remplacera la convention en cours.

Le financement des mises à jour est précédé d'une évaluation réalisée par l'administration. Cette évaluation prend notamment en considération le pourcentage d'actions réalisées lors de la période précédente. En cas d'évaluation négative, le Ministre peut décider de réduire, pour une période qu'il détermine, les plafonds de financement.

#### C. Financement exceptionnel

Sous réserve des disponibilités budgétaires, le Ministre peut décider d'augmenter d'un montant maximum de 1 000 000 BEF les plafonds mentionnés aux points A et B du présent chapitre et ce afin de faire face à certaines situations exceptionnelles qui rendent complexe un développement aisé et opérationnel d'un contrat, en particulier pour les contrats de rivière initiés avant la mise en application de la présente circulaire ou pour les sous-bassins de grande superficie.

Le caractère exceptionnel ne peut être invoqué que si la situation est de nature à constituer une entrave incontestable au développement normal et opérationnel du contrat de rivière.

#### D. Mesures transitoires

Les contrats de rivière en cours au moment de la parution de la présente circulaire qui ont bénéficié de subventions sur base de la circulaire de 1993, sont soumis aux mesures transitoires suivantes :

1.a. le contrat de rivière pour lequel une convention d'étude est financée au moment de la parution de la présente circulaire, bénéficiera d'un financement régional annuel pour son exécution et ses mises à jour, d'un montant équivalent aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province (s), avec un maximum équivalent au plafond du sous-bassin auquel il appartient;

b. les contrats de rivière faisant partie d'un même sous-bassin et pour lesquels une convention d'étude est financée au moment de la parution de la présente circulaire, bénéficieront d'un financement régional annuel pour leur exécution et leur mise à jour, d'un montant équivalent aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s) avec un maximum annuel de 800 000 francs par contrat. Dès la mise en place du Comité de rivière unique prévu au chapitre IV, et au plus tard le 31 décembre 2005, le montant unique alloué pour les contrats de rivière du même sous-bassin est celui fixé à l'annexe I;

c. l'élaboration d'un nouveau contrat de rivière dans une partie de sous-bassin dans lequel existe déjà un contrat de rivière, est financé par la Région avec un montant équivalent aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s), avec un montant maximum annuel de 1,2 million de francs. Ce montant est octroyé jusqu'à la mise en place du Comité de rivière unique dont fait mention au chapitre IV et consacré par un avenant aux conventions initiales. Dès la mise en place du Comité de rivière unique, au plus tard le 31 décembre 2005, le montant unique alloué pour les contrats de rivière du même sous-bassin est celui fixé à l'annexe 1;

2.a. le contrat de rivière dont le suivi est financé au moment de la parution de la présente circulaire, bénéficiera d'un financement régional annuel pour la poursuite de son exécution et ses mises à jour. Le montant de l'aide régionale est équivalent aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s), avec un montant maximum annuel équivalent au plafond du sous-bassin auquel il appartient. La période maximale couverte par l'intervention ne pourra excéder douze années;

b. les contrats de rivière faisant partie d'un même sous-bassin, et dont le suivi est financé ou achevé au moment de la parution de la présente circulaire, bénéficient d'un financement régional annuel pour la poursuite de leur exécution et leurs mises à jour. Le montant de l'aide régionale est équivalent aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s), avec un montant maximum annuel de 800 000 francs. Dès la mise en place du Comité de rivière unique prévu au chapitre IV et au plus tard le 31 décembre 2005, le montant alloué pour les contrats de rivière du même sous-bassin, est celui fixé à l'annexe 1;

3. le contrat de rivière dont le suivi est achevé au moment de la parution de la présente circulaire bénéficie d'un financement régional annuel pour la poursuite de son exécution et ses mises à jour. Le montant de l'aide régionale est équivalent aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s), avec un montant maximum annuel équivalent au plafond du sous-bassin auquel il appartient. L'intervention totale de la Région est octroyée pour une période maximale de neuf ans à dater de la présente.

#### CHAPITRE IV. — *Sous-bassins concernés. — Collecte des données*

Le territoire géographique couvert par un contrat de rivière financé par la Région wallonne doit s'intégrer dans les limites naturelles d'un sous-bassin hydrographique repris dans la liste suivante :

Bassin de l'Escaut, les sous-bassins de : Escaut-Lys, Dendre, Dyle-Gette, Haine, Senne.

Bassin de la Meuse, les sous-bassins de : Meuse amont et Oise, Meuse aval, Sambre, Ourthe, Amblève, Semois-Chiers, Vesdre, Lesse.

Bassin du Rhin, le sous-bassin de: Moselle (Our, Sûre).

Si, à la date de la présente circulaire, plusieurs contrats de rivière s'inscrivent dans le périmètre d'un même sous-bassin, un comité de rivière unique est mis en place, au plus tard pour le 31 décembre 2005. La manière d'aboutir à un comité de rivière unique pour le sous-bassin et le caractère opérationnel de la structure mise en place doivent être garantis.

Au plus tard le 31 décembre 2005, l'ensemble des conventions et les arrêtés de subvention existant seront abrogés et remplacés par voie d'avenants. Ces avenants consacreront les modifications apportées par la présente circulaire, notamment le comité de rivière unique pour les sous-bassins susmentionnés, l'évaluation des réalisations et la mise à jour du contrat.

Aux fins de mise à jour des données relatives aux cours d'eau, le Ministre peut proposer un canevas commun (fiche) pour collecter l'information acquise lors des différentes phases du contrat de rivière. Sans préjudice des droits liés à la propriété intellectuelle, les contrats de rivières financés par la Région wallonne s'engagent à fournir à l'Administration les données brutes ainsi collectées, afin de permettre l'élaboration de banques de données et de documents cartographiques pertinents pour la gestion des cours d'eau. Pour sa part, la Région wallonne s'engage à mettre en place dans les meilleurs délais un système sécurisé permettant aux partenaires concernés d'accéder en ligne aux informations ainsi structurées et validées.

Namur, le 20 mars 2001.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

#### Annexe

Intervention financière maximale de la Région wallonne par bassin et sous-bassin,  
applicable au financement des conventions d'étude et au financement de leur exécution et mise à jour

Bassin	Sous-bassin	Nb de communes	Superficie (km <sup>2</sup> )	Nb d'habitants estimé (données 1991)	Plafond de la subvention régionale (Mios BEF/an)
Escaut	Escaut-Lys	19	771,4	214 008	1,25
Escaut	Dendre	19	656,2	110 663	1,25
Escaut	Dyle-Gette	31	946,5	229 676	1,85
Escaut	Haine	26	801,2	396 995	1,60
Escaut	Senne	23	574,4	195 469	1,45
	Total Escaut	118	3 749,7	1 146 811	6,20
Meuse	Meuse amont + Oise	32	1 741,2	136 474	1,90
Meuse	Meuse aval	74	2 114,3	720 735	4,00
Meuse	Sambre	49	1 779,5	621 393	2,75
Meuse	Ourthe	39	1 843,2	151 932	2,25
Meuse	Amblève	22	1 076,8	59 335	1,40

Bassin	Sous-bassin	Nb de communes	Superficie (km <sup>2</sup> )	Nb d'habitants estimé (données 1991)	Plafond de la subvention régionale (Mios BEF/an)
Meuse	Semois-Chiers	26	1 758,0	110 403	1,60
Meuse	Vesdre	27	702,9	200 460	1,65
Meuse	Lesse	23	1 343,4	68 362	1,45
	Total Meuse	292	12 359,3	2 069 094	14,90
Rhin	Moselle	17	768,2	39 727	1,15
	Total Moselle	17	768,2	39 727	1,15
	Total général	262	16 877,2	3 255 632	22,25

Attention :

1) Les nombres de communes ne sont pas additionnables, une commune pouvant être reprise dans plusieurs bassins.

2) Pour les communes ne figurant pas entièrement dans un bassin, le nombre d'habitants sur celui-ci a été estimé sur base d'une règle proportionnelle basée sur la superficie. Le nombre d'habitants est donc fourni à titre indicatif.

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 20 mars 2001 relative aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2001/27228]

**20. MÄRZ 2001 — Ministerielles Rundschreiben über die Zulässigkeitsbedingungen und die Ausarbeitungsmodalitäten von Flussabkommen in der Wallonischen Region**

Den Ständigen Ausschüssen der Provinzialräte,

Den Bürgermeister- und Schöffenkollegien der wallonischen Städte und Gemeinden,

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2000 zur Abgrenzung der Einzugsgebiete und Zwischeneinzugsgebiete in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Artikels 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1999 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. März 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass der Vertrag für die Zukunft der Wallonie die Entwicklung der Flussabkommen und deren Anpassung an die integrierte Bewirtschaftung nach Einzugsgebieten vorsieht, um die mit den Gemeinden und gemeinnützigen Vereinen vereinbarten Aktionen zu fördern;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, das Rundschreiben zur Regelung der Flussabkommen abzuändern;

In der Erwägung, dass die aquatische Umwelt ständig den Auswirkungen menschlicher Tätigkeiten (Verstädterung, Landwirtschaft, Industrie, Haushaltstätigkeiten, Freizeit,...) und Naturereignissen (Trockenheit, Überschwemmungen,...) unterliegt;

In der Erwägung, dass für die Auswirkungen dieser Tätigkeiten dauerhafte Lösungen und Schutz- und Bewirtschaftungsmaßnahmen angemessen sind, für die sich auf allen Ebenen vereinbarte Aktionen als unerlässlich erweisen, insbesondere mit Benutzern und Anliegern von Wasserläufen abgesprochene Aktionen;

In der Erwägung, dass die durch die Zusammenarbeit zwischen sowohl öffentlich-rechtlichen als auch Privatpersonen zugunsten lokaler Projekte, die sozialwirtschaftliche Entwicklung und globale Bewirtschaftung der aquatischen Umwelt miteinander verbinden, via die Flussabkommen bewirkte Dynamik dieser Erfordernis nachkommt und dass es demnach notwendig ist, die Bezuschussung durch die Wallonische Region derartiger Initiativen unter Bedingungen, die näher zu bestimmen sind, weiterzuführen;

In der Erwägung, dass der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flussabkommen gehören, für die Unterstützung dieser Initiativen und für die Information der Personen, die derartige Projekte fördern möchten, zuständig ist,

beschließt, das vorliegende Rundschreiben, durch welches das ministerielle Rundschreiben vom 18. März 1993 (*Belgisches Staatsblatt* 26. Mai 1993), abgeändert am 18. Juni 1996 (*Belgisches Staatsblatt* 10. September 1996) und am 3. Juni 1997 (*Belgisches Staatsblatt* 15. Juli 1997) aufgehoben und ersetzt wird, zu verabschieden.

KAPITEL I – Definitionen und Zielsetzungen

Das Flussabkommen ist ein Protokoll der Vereinbarung zwischen einer höchstmöglichen Anzahl öffentlicher und privater Aktionsträger über Maßnahmen, die darauf abzielen, die zahlreichen Funktionen und Benutzungen der Wasserläufe, derer Umgebung und des Wasservorkommens im Einzugsgebiet in Einklang zu bringen. Dieses Protokoll kann als Charta eingeführt werden.

Das Flussabkommen verpflichtet seine Unterzeichner, jeden im Rahmen seiner Verantwortlichkeiten, insbesondere durch festgelegte Aktionen und Projekte, bestimmte Ziele innerhalb vernünftiger Fristen zu erreichen und die vorerwähnten Aktionen und Projekte auszuführen.

Für die Vorbereitung des Flussabkommens gilt es insbesondere für die lokalen Aktionsträger, Aktionen zu ermitteln, die von ihnen selbst zum Erreichen der von ihnen in den in dem Vertrag angegebenen geographischen Grenzen gesetzten Ziele durchgeführt werden können, deren Achse ein Wasserlauf und dessen Zuflüsse ist ("der Fluss") und deren geographisches Gebiet eines der in Kapitel IV bestimmten Zwischeneinzugsgebiete decken soll;

Um die Vorbereitung und Weiterführung der Verpflichtungen der verschiedenen Partner sicherzustellen, setzen Letztere entsprechend den in Kapitel II des vorliegenden Rundschreibens festgelegten Modalitäten einen Projektkoordinator ("der Koordinator") und einen Flussausschuss ("der Ausschuss") ein.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flussabkommen gehören ("der Minister"), kann gemäß den in Kapitel III des vorliegenden Rundschreibens festgelegten Modalitäten Zuschüsse gewähren, um entweder die Ausarbeitung, die Durchführung oder die Aktualisierung eines Flussabkommens zu fördern.

Die Zielsetzungen des Flussabkommens bezwecken vorzugsweise die Wiederherstellung, den Schutz und die Aufwertung der ökologischen Qualität und der Wasservorkommen des Einzugsgebiets, wobei die gesamten spezifischen Merkmale des Flusses harmonisch mit einbezogen werden.

Abgesehen von der Beteiligung der gesamten unterzeichnenden Aktionsträger erfordert der Weg zum Flussabkommen die Sensibilisierung, Information und Beteiligung der in der von dem Abkommen betroffenen Zone wohnenden Bevölkerung, um die Entwicklung einer dauerhaften Dynamik zu fördern.

Eine Zelle für Flussabkommen ("die Verwaltung") wird innerhalb der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region eingerichtet, um die Flussabkommen in ihren Verwaltungsgängen zu unterstützen und die Aktionen und Koordinierung der Flussabkommen zu fördern.

#### KAPITEL II – *Ausarbeitungsmodalitäten*

Das Ausarbeitungsverfahren eines Flussabkommens umfasst mehrere Abschnitte:

1. Ausgangsphase des Projekts:
  - 1a. Anlegen einer vorbereitenden Akte;
  - 1b. Vorbereitung einer Studienvereinbarung zwecks der Erstellung eines Flussabkommens;
2. Genehmigung der Studienvereinbarung;
3. Durchführung der Studienvereinbarung;
4. Unterzeichnung des Flussabkommens;
5. Ausführung der Verpflichtungen;
6. Bewertung – Aktualisierung des Flussabkommens.

##### 1. Ausgangsphase des Projekts:

###### 1a. *Anlegen einer vorbereitenden Akte*

Der Initiator kann jede öffentlich-rechtliche oder private Person sein (Provinz, Gemeinde oder Interkommunale), die abgesprochene Lösungen zum Schutz des Flusses und der Wasservorkommen des Einzugsgebiets entwickeln möchte.

Der Initiator schlägt den betroffenen Gemeinden die Einführung eines Flussabkommensprojekts vor. Nachdem die Gemeinden ihr Einverständnis gegeben haben, reichen sie mit der Unterstützung des Initiators eine vorbereitende Akte bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region ein.

Die Akte beinhaltet Folgendes:

- a) eine Vorstellung des Initiators;
- b) die von dem Projekt betroffene Zone und die Liste der Gemeinden, deren Gebiet besagte Zone ganz oder teilweise bedeckt;
- c) eine bibliographische Studie über die bestehende Lage;
- d) eine Definition des zu Anfang nach den verfügbaren Daten aufgestellten Ausgangszustands des betroffenen hydrographischen Netzes;
- e) eine Zusammenfassung der lokalen Interessen oder Probleme, die für die Einführung eines Flussabkommens sprechen;
- f) die Verpflichtung der Gemeinderäte, sich die Grundsätze des Flussabkommens im Sinne des Kapitels I zu Eigen zu machen, und den zusammengefassten lokalen Zielsetzungen und Kollektivinteressen zuzustimmen;
- g) das Gutachten des(der) Ständigen Ausschusse(s) über die Akte, wenn die Provinz sich daran beteiligt;
- h) die Art und die Ergebnisse der gesamten bereits eingeleiteten Beratungen;
- i) die bereits vorhandenen lokalen Strukturen, die bereit sind, die Nachfolge für die Ausarbeitung des Abkommens anzutreten, sowie deren Mittel (logistische, technische, wissenschaftliche, finanzielle... Unterstützung);
- j) einen Vorschlag für einen Projektkoordinator und die Elemente, die diesen Vorschlag rechtfertigen.

###### 1b. *Vorbereitung einer Studienvereinbarung*

Auf der Grundlage der vollständigen Akte arbeitet die Verwaltung im Einvernehmen mit dem Initiator einen Studienvereinbarungsentwurf zwecks der Erstellung eines Flussabkommens aus.

Um berücksichtigt werden zu können, muss der Vereinbarungsentwurf folgende Bedingungen erfüllen:

- a) den Projektkoordinator bezeichnen;
- b) die Rolle des Projektkoordinators definieren, dessen Endaufgabe die Ausarbeitung eines Flussabkommensprojekts ist und der die Durchführbarkeit, die Einführung und die effektive Durchführung zu untersuchen hat;
- c) die Beteiligungsmethoden der betroffenen Parteien und die einzuhaltende allgemeine Methodologie angeben;
- d) die Tätigkeitsbereiche bestimmen, auf die sich das Flussabkommen beziehen wird;
- e) das im Rahmen der Studienvereinbarung durchzuführende Programm näher angeben und die Planung festlegen;
- f) die Zusammensetzung des Flussausschusses vorschlagen, dessen Aufgabe darin besteht:
  - für die gute Ausführung der Vereinbarung zu sorgen; er ist ihre Verwaltungsstelle;
  - die Suche nach abgesprochenen Lösungen für die Erstellung des Flussabkommens zu fördern;
- g) die Haushaltsvoranschläge aufstellen;
- h) die Finanzierungsquellen und Beiträge eines jeden Unterzeichners (ohne Sacheinlage) angeben, siehe Kapitel III;
- i) die Dauer der Aufgabe (höchstens 3 Jahre) und die jährliche Verteilung des Haushalts bestimmen;

j) eine spezifische Buchhaltung für die Verwaltung der Vereinbarung vorsehen.

Der Flussausschuss setzt sich aus Vertretern zusammen, die von den von der Durchführung des Flussabkommens betroffenen Parteien bevollmächtigt werden.

Er kann insbesondere Vertreter der nachstehenden Einrichtungen enthalten:

- der Kommission für Wasser;
- der betroffenen Gemeinden;
- der betroffenen Provinz(en);
- der zuständigen Verwaltungen und Einrichtungen;
- der betroffenen lokalen Aktionsträger;
- der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung).

Nachdem die Gemeinden und gegebenenfalls die betroffenen Provinzen dem Vereinbarungsentwurf zugestimmt haben, legt die Verwaltung dem Minister die vorbereitende Akte und den Vereinbarungsentwurf vor.

#### 2. Genehmigung des Studienvereinbarungsentwurfs:

Der Minister unterbreitet den Vereinbarungsentwurf der Kommission für Wasser zur Begutachtung. Auf der Grundlage des von der Verwaltung erstatteten Berichts und des von der Kommission abgegebenen Gutachtens kann der Minister den Studienvereinbarungsentwurf und die Bezeichnung des Projektkoordinators im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel der Region genehmigen.

#### 3. Durchführung der Vereinbarung:

Innerhalb von 60 Tagen nach der Zustellung der Studienvereinbarung durch den Minister an den Initiator errichtet der Projektkoordinator den Flussausschuss. Der Ausschuss bezeichnet einen Vorsitzenden innerhalb des Ausschusses und bestimmt seine Dienstordnung.

Der Ausschuss tritt mindestens zwei Mal im Jahr zusammen.

Alle 6 Monate übermittelt der Projektkoordinator einem jeden Mitglied des Flussabkommens einen Zwischenbericht, in dem die Entwicklung der Studie dargelegt und die angetroffenen Schwierigkeiten einzeln angeführt werden.

Jeder Bericht wird von dem Flussausschuss genehmigt.

Nach Ablauf der Vereinbarung legt der Projektkoordinator einen Schlussbericht und einen Flussabkommensentwurf vor. Der Bericht und der Entwurf werden von dem Flussausschuss genehmigt. Jedes Mitglied des Flussausschusses erhält ein Exemplar der Unterlagen und der Verwaltung werden 4 Exemplare übermittelt.

Bei der Verfassung des Flussabkommensprojekts berücksichtigt der Projektkoordinator insbesondere die Übereinstimmungen, die innerhalb des Flussausschusses nach umfassender Informierung und Beratung zwischen allen Beteiligten erreicht werden.

Das Flussabkommensprojekt:

— macht auf die verschiedenen lokalen Benutzungen des Wasserlaufs und dessen Umgebung, sowie auf die repräsentativen Interessen dieser Benutzungen aufmerksam;

— vermerkt die mit der aquatischen Umwelt und deren Umgebung in der betreffenden Zone verbundenen Wertelemente;

— verzeichnet und hierarchisiert die Umweltbelastungen, die innerhalb der betreffenden Zone vorhanden sind und sich auf ihre Umgebung auswirken;

— vermerkt die gesamten, nach Beratung angenommenen Vorschläge, sowohl im kurativen Bereich (Lösungen für bereits vorhandene Belastungen), als auch im vorbeugenden Bereich (Erhaltung und Schutz der Wertelemente);

— stellt das Programm der Aktionen auf, für die Übereinstimmungen erreicht werden konnten, wobei für jede das(die) verfolgte(n) Ziel(e), die erforderlichen (menschlichen, technologischen, vorschriftsmäßigen,...) Mittel, der finanzielle Bedarf, die finanziellen Verpflichtungen, die Planung und der Dringlichkeitsgrad angegeben werden;

— enthält ein Programm zur Sensibilisierung der Öffentlichkeit und der Schuleinrichtungen, insbesondere was die Rechte und Pflichten eines jeden in Bezug auf die erwähnten Zielsetzungen betrifft.

#### 4. Unterzeichnung des Flussabkommens

Das Flussabkommen wird von den gesamten öffentlichen und privaten Aktionsträgern unterzeichnet, die sich im Rahmen ihrer Verantwortlichkeit dazu verpflichten, die in dem Abkommen festgelegten Ziele zu erreichen, und zwar innerhalb vernünftiger Fristen.

Das Flussabkommen kann von der Bevölkerung bei den betroffenen Gemeindeverwaltungen eingesehen werden. Der Flussausschuss sorgt für eine weitreichende Bekanntmachung dieses Abkommens.

#### 5. Ausführung der Verpflichtungen

Die Einhaltung der von den verschiedenen Unterzeichnern eingegangenen Verpflichtungen und die Koordinierung der Aktionen werden von dem Flussausschuss gewährleistet.

Die Ausführung der Verpflichtungen erfolgt unter Einhaltung der Ergebnisse einer ausführlichen Beratung.

Aufgabe des Flussausschusses ist es, mit den betroffenen Gemeinden einen Jahresbericht über die Ausführung des Abkommens aufzustellen. In dieser Eigenschaft gibt er die im vergangenen Jahr vorgenommenen Einrichtungsarbeiten und getroffenen Maßnahmen, sowie die Voraussichten für das laufende Jahr an.

Neue Partner können sich nach den in der inneren Dienstordnung festgelegten Modalitäten dem Flussausschuss anschließen.

Der jährliche Ausführungsbericht erwähnt ebenfalls die Art der Schwierigkeiten, denen bei der Einführung des Abkommens im vergangenen Jahr begegnet wurde, sowie die Vorschläge für Umweltsanierungsmaßnahmen in den kommenden Jahren. Er gibt an, wenn anlässlich einer Aktualisierung des Flussabkommens Möglichkeiten bestehen, neue Aktionen zu übernehmen.

Der jährliche Ausführungsbericht wird erstmals innerhalb von 4 Monaten, die auf den ersten Jahrestag des Datums der Unterzeichnung des Flussabkommens folgen, innerhalb von 2 Monaten für die darauffolgenden Jahre, vorgelegt.

#### 6. Bewertung - Aktualisierung des Flussabkommens

Alle drei Jahre wird eine Bewertung und Aktualisierung des Flussabkommens vorgelegt, und zwar erstmals nach Ablauf des dritten Jahres, das auf die Unterzeichnung folgt.

Die Bewertung wird von der Verwaltung und dem Flussausschuss zu Beginn der jährlichen Ausführungsberichte vorgenommen.

Die Aktualisierung stellt die neuen geplanten Aktionen vor. Sie wird ausdrücklich von den Mitgliedern des Flussabkommens genehmigt. Sie wird dem jährlichen Ausführungsbericht beigelegt.

### KAPITEL III – Finanzierung

#### A. Finanzierung der Studienvereinbarung

Die Finanzierung der Studienvereinbarung kann von folgenden Einrichtungen übernommen werden:

- der Wallonischen Region (der für die Flussabkommen zuständige Minister);
- der Provinz(en);
- der Gemeinde(n);
- jedem anderen Partner, der das Projekt finanziell unterstützen möchte.

Die gesamte Beteiligung der Region ist für die Dauer der Vereinbarung (höchstens 3 Jahre) auf die von der(den) Gemeinde(n) und der(den) Provinz(en) zugeteilten Beträge beschränkt, mit einem Höchstbetrag je in der Tabelle der Anlage I angeführtes Zwischeneinzugsgebiet.

#### B. Finanzierung für die Ausführung und die Aktualisierung des Flussabkommens

Um die Weiterverfolgung der Ausführung und der Aktualisierung des Flussabkommens zu gewährleisten, kann die Finanzierung des Flussausschusses von folgenden Einrichtungen übernommen werden:

- der Wallonischen Region (der für die Flussabkommen zuständige Minister);
- der Provinz(en);
- der Gemeinde(n);
- jedem anderen Partner, der das Projekt finanziell unterstützen möchte.

Die gesamte Beteiligung der Region wird für aufeinanderfolgende Zeiträume von 3 Jahren gewährt, wobei die höchstzulässige Dauer auf zwölf Jahre beschränkt ist. Die Fortsetzung der Zuschüsse hängt von den Beträgen ab, die von der(den) Gemeinde(n) und der(den) Provinz(en) zugeteilt werden, mit einem in der Tabelle der Anlage I angeführten jährlichen Höchstbetrag. Für die Flussabkommen, die im Sinne des Kapitels IV fusionieren sollen, wird das zu berücksichtigende Datum zur Bestimmung der Dauer von 12 Jahren von dem Minister anlässlich eines Nachtrags zum Abkommen festgelegt, der die laufende Vereinbarung aufhebt und ersetzt.

Der Finanzierung der Aktualisierungen geht eine von der Verwaltung durchgeführte Bewertung voraus. Bei dieser Bewertung wird insbesondere der Prozentsatz der während des vorhergehenden Zeitraums durchgeführten Aktionen in Betracht gezogen. Im Falle einer ungünstigen Bewertung kann der Minister für einen von ihm festgelegten Zeitraum beschließen, die Höchstbetragsgrenze für die Finanzierung herabzusetzen.

#### C. Außerordentliche Finanzierung

Vorbehaltlich der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister beschließen, die in den Punkten A und B des vorliegenden Kapitels angeführten Höchstbetragsgrenzen um höchstens 1 000 000 BEF zu erhöhen, und zwar um gewissen außergewöhnlichen Situationen entgegenzutreten, die eine unkomplizierte und operationelle Entwicklung eines Abkommens erschweren, insbesondere was die vor der Anwendung des vorliegenden Rundschreibens eingeleiteten Flussabkommen oder die großflächigen Zwischeneinzugsgebiete betrifft.

Der Ausnahmezustand kann lediglich dann geltend gemacht werden, wenn aufgrund der Situation die Gefahr einer unbestreitbaren Behinderung der normalen und operationellen Entwicklung des Flussabkommens besteht.

#### D. Übergangsmaßnahmen

Die zu dem Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Rundschreibens laufenden Flussabkommen, für die Zuschüsse auf der Grundlage des Rundschreibens von 1993 gewährt wurden, unterliegen folgenden Übergangsmaßnahmen:

1a. das Flussabkommen, für das zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Rundschreibens eine Studienvereinbarung finanziert wird, erhält eine jährliche regionale Finanzierung für seine Ausführung und Aktualisierungen, deren Betrag den von der(den) Gemeinde(n) und der(den) Provinz(en) zugeteilten Beträgen entspricht, wobei der Höchstbetrag der Höchstgrenze des Zwischengebiets entspricht, dem er angehört.

b. die Flussabkommen, die zu einem selben Zwischengebiet gehören und für die zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Rundschreibens eine Studienvereinbarung finanziert wird, erhalten eine jährliche regionale Finanzierung für ihre Ausführung und Aktualisierungen, deren Betrag den von der(den) Gemeinde(n) und der(den) Provinz(en) zugeteilten Beträgen bis zu einem jährlichen Höchstbetrag von 800 000 BEF je Abkommen entspricht. Ab der Einsetzung des in Kapitel IV vorgesehenen einzigen Flussausschusses und spätestens bis zum 31. Dezember 2005 entspricht der für die Flussabkommen desselben Zwischengebiets gewährte Betrag dem in der Anlage 1 festgelegten Betrag.

c. die Ausarbeitung eines neuen Flussabkommens in einem Teil des Zwischengebiets, in dem bereits ein Flussabkommen vorhanden ist, wird von der Region mit einem Betrag finanziert, der den von der(den) Gemeinde(n) und der(den) Provinz(en) zugeteilten Beträgen bis zu einem jährlichen Höchstbetrag von 1,2 Millionen BEF entspricht. Dieser Betrag wird bis zur Einsetzung des in Kapitel IV angegebenen einzigen Flussausschusses gewährt und durch einen Nachtrag zu den ursprünglichen Vereinbarungen abgesichert. Ab der Einsetzung des in Kapitel IV vorgesehenen einzigen Flussausschusses und spätestens bis zum 31. Dezember 2005 entspricht der für die Flussabkommen desselben Zwischengebiets gewährte Betrag dem in der Anlage 1 festgelegten Betrag.

2a. das Flussabkommen, dessen Weiterführung zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Rundschreibens finanziert wird, erhält eine jährliche regionale Finanzierung für die Fortsetzung seiner Ausführung und Aktualisierungen. Der Betrag der regionalen Beihilfe entspricht den von der(den) Gemeinde(n) und der(den) Provinz(en) zugeteilten Beträgen, wobei der jährliche Höchstbetrag der Höchstgrenze des Zwischengebiets entspricht, dem er angehört. Der von dem Zuschuss gedeckte Zeitraum darf 12 Jahre nicht überschreiten.

b. die Flussabkommen, die zu einem selben Zwischengebiet gehören und deren Weiterführung zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Rundschreibens finanziert oder beendet wird, erhalten eine jährliche regionale Finanzierung für die Fortsetzung ihrer Ausführung und Aktualisierungen. Der Betrag der regionalen Beihilfe entspricht den von der(den) Gemeinde(n) und der(den) Provinz(en) zugeteilten Beträgen bis zu einem jährlichen Höchstbetrag von 800 000 BEF. Ab der Einsetzung des in Kapitel IV vorgesehenen einzigen Flussausschusses und spätestens bis zum 31. Dezember 2005 entspricht der für die Flussabkommen desselben Zwischengebiets gewährte Betrag dem in der Anlage 1 festgelegten Betrag.

3. das Flussabkommen, dessen Weiterführung zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Rundschreibens beendet wird, erhält eine jährliche regionale Finanzierung für die Fortsetzung seiner Ausführung und Aktualisierungen. Der Betrag der regionalen Beihilfe entspricht den von der(den) Gemeinde(n) und der(den) Provinz(en) zugeteilten Beträgen, wobei der jährliche Höchstbetrag der Höchstgrenze des Zwischengebiets entspricht, dem er angehört. Die gesamte Beteiligung der Region wird für einen Zeitraum von höchstens 9 Jahren ab dem vorliegenden Rundschreiben gewährt.

#### KAPITEL IV – Betroffene Zwischengebiete – Datensammlung

Das geographische Gebiet, das von einem von der Wallonischen Region finanzierten Flussabkommen gedeckt wird, muss sich in die natürlichen Grenzen eines in der nachstehenden Liste angeführten Zwischeneinzugsgebiets einfügen:

Einzugsgebiet der Schelde, die Zwischengebiete: Schelde-Lys, Dender, Dyle-Gette, Haine, Senne.

Einzugsgebiet der Maas, die Zwischengebiete: Maas stromaufwärts und Oise, Maas stromabwärts, Sambre, Ourthe, Amel, Semois-Chiers, Weser, Lesse.

Einzugsgebiet des Rheins: das Zwischengebiet: Mosel (Our, Sauer).

Wenn sich zu dem Datum des vorliegenden Rundschreibens mehrere Flussabkommen in den Perimeter eines selben Zwischengebiets einfügen, wird spätestens bis zum 31. Dezember 2005 ein einziger Flussausschuss eingesetzt. Die Art und Weise, wie ein einziger Flussausschuss für das Zwischengebiet erzielt wird und die Operationalität der eingesetzten Struktur müssen gewährleistet werden. Spätestens am 31. Dezember 2005 werden die gesamten bestehenden Vereinbarungen und Bezuschussungserlasse durch Nachträge aufgehoben und ersetzt. Diese Nachträge sichern die durch das vorliegende Rundschreiben vorgenommenen Abänderungen ab, insbesondere das einzige Flussabkommen für die oben erwähnten Zwischengebiete, die Bewertung der Durchführungen und der Aktualisierung des Abkommens.

Im Hinblick auf die Aktualisierung der Daten bezüglich der Wasserläufe kann der Minister ein gemeinsames Konzept (Datenblatt) zur Sammlung von im Laufe der verschiedenen Phasen des Abkommens eingeholten Informationen vorschlagen. Unbeschadet der mit dem intellektuellen Eigentum verbundenen Rechte ist in den von der Wallonischen Region finanzierten Flussabkommen die Verpflichtung verankert, der Verwaltung die derart gesammelten Bruttodaten zu übermitteln, um die Ausarbeitung von Datenbanken und einschlägig kartographischen Unterlagen für die Bewirtschaftung der Wasserläufe zu ermöglichen. Die Wallonische Region verpflichtet sich ihrerseits, schnellstmöglich ein abgesichertes System einzurichten, durch das die betroffenen Partner einen On-line-Zugang zu den derart strukturierten und validierten Informationen haben können.

Namur, den 20. März 2001.

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

#### Anlage

Maximale finanzielle Beteiligung der Wallonischen Region je Einzugsgebiet und Zwischengebiet, anwendbar auf die Finanzierung der Studienvereinbarungen und deren Ausführung und Aktualisierung

Einzugsgebiet	Zwischengebiet	Anzahl Gemeinden	Fläche (Km <sup>2</sup> )	Geschätzte Anzahl Einwohner (Angaben 1991)	Höchst-betragsgrenze des regionalen Zuschusses (Mio. BEF/Jahr)
Schelde	Schelde-Lys	19	771,4	214 008	1,25
Schelde	Dender	19	656,2	110 663	1,25
Schelde	Dyle-Gette	31	946,5	229 676	1,85
Schelde	Haine	26	801,2	396 995	1,60
Schelde	Senne	23	574,4	195 469	1,45
	Schelde insgesamt	118	3 749,7	1 146 811	6,20
Maas	Maas stromaufwärts + Oise	32	1 741,2	136 474	1,90
Maas	Maas stromabwärts	74	2 114,3	720 735	4,00
Maas	Sambre	49	1 779,5	621 393	2,75
Maas	Ourthe	39	1 843,2	151 932	2,25
Maas	Amel	22	1 076,8	59 335	1,40
Maas	Semois-Chiers	26	1 758,0	110 403	1,60
Maas	Weser	27	702,9	200 460	1,65
Maas	Lesse	23	1 343,4	68 362	1,45
	Maas insgesamt	292	12 359,3	2 069 094	14,90
Rhein	Mosel	17	768,2	39 727	1,15
	Mosel insgesamt	17	768,2	39 727	1,15

Einzugs- gebiet	Zwischen- gebiet	Anzahl Gemeinden	Fläche (Km <sup>2</sup> )	Geschätzte Anzahl Einwohner (Angaben 1991)	Höchst-betrags-grenze des regionalen Zuschusses (Mio. BEF/Jahr)
	Insgesamt allgemein	262	16 877,2	3 255 632	22,25

Achtung:

1) Die Anzahl Gemeinden ist nicht addierbar, eine Gemeinde kann zu mehreren Einzugsgebieten gehören.

2) Für die Gemeinden, die nicht vollständig zu einem Einzugsgebiet gehören, wurde die Anzahl der in dem Einzugsgebiet befindlichen Einwohner auf der Grundlage einer auf der Fläche beruhenden Proportionalregel eingeschätzt. Die Anzahl Einwohner wird demnach rein zur Information angegeben.

Gesehen, um dem ministeriellen Rundschreiben vom 20. März 2001 über die Zulässigkeitsbedingungen und die Ausarbeitungsmodalitäten von Flussabkommen in der Wallonischen Region als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2001/27228]

**20 MAART 2001. — Ministeriële omzendbrief betreffende de toelaatbaarheidscriteria en de uitwerkingsmodaliteiten voor de riviercontracten in het Waalse Gewest**

Aan de bestendige deputaties van de provincieraden,

Aan de colleges van burgemeesters en schepenen van de Waalse steden en gemeenten,

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 3 februari 2000 tot afbakening van de hydrografische bekkens en onderbekkens in het Waalse Gewest;

Gelet op artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1999 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 maart 2001;

Overwegende dat het Toekomstcontract voor Wallonië voorziet in de ontwikkeling van de riviercontracten en in hun aanpassing aan het geïntegreerd beheer per bekken om de met de gemeenten en het verenigingsleven overlegde acties te bevorderen;

Overwegende dat de omzendbrief betreffende de riviercontracten dienovereenkomstig gewijzigd moet worden;

Overwegende dat het watermilieu permanent blootstaat aan de gevolgen van menselijke activiteiten (verstedelijking, landbouw, industrie, huishoudelijke activiteiten, vrijetijdsbesteding,...) en aan natuurverschijnselen (droogte, overstromingen, ...);

Overwegende dat de effecten van deze activiteiten om duurzame oplossingen en beschermings- en beheersmaatregelen vragen die genomen moeten worden na overleg van acties op elk niveau, meer bepaald met de gebruikers van de waterlopen en de omwonenden;

Overwegende dat de dynamiek die via riviercontracten ontstaat uit samenwerkingen tussen partners uit de openbare en de privé-sector ten gunste van plaatselijke projecten die socio-economische ontwikkeling en globaal beheer van het watermilieu verenigen, aan die eis voldoet en dat die initiatieven onder nader te bepalen voorwaarden in aanmerking moeten blijven komen voor subsidies van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de met de riviercontracten belaste Minister bevoegd is om bovenbedoelde initiatieven te steunen en om informatie te verstrekken aan personen die zulke projecten wensen te promoten;

Beslist deze omzendbrief aan te nemen, waardoor de ministeriële omzendbrief van 18 maart 1993 (*Belgisch Staatsblad* van 26 mei 1993), gewijzigd op 18 juni 1996 (*Belgisch Staatsblad* van 10 september 1996) en 3 juni 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 15 juli 1997), wordt opgeheven en vervangen.

**HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en doelstellingen**

Het riviercontract is een protocol van overeenkomst gesloten door de ruimste waaier partners uit de openbare en de privé-sector over de doelstellingen die de vereniging beogen van de talrijke functies en gebruiken van de waterlopen, hun omgeving en de watervoorraad van hun bekken. Dat protocol kan de vorm van een charter aannemen.

Het riviercontract verplicht de ondertekenaars, ieder wat zijn bevoegdheden betreft, welbepaalde doelstellingen binnen redelijke termijnen te halen, met name via geïdentificeerde acties en projecten waarvan ze de uitvoering moeten garanderen.

Wat de voorbereiding van het riviercontract betreft, moeten met name de plaatselijke partners acties uitwerken die zij zelf kunnen voeren om de doelstellingen te halen binnen de geografische grenzen die vastliggen in het contract waarvan de as bestaat uit een waterloop en zijn zijrivieren (« de rivier ») en waarvan het geografische grondgebied deel uitmaakt van één van de hydrografische onderbekkens omschreven in hoofdstuk IV (« onderbekkens »).

Om te zorgen voor de voorbereiding en om toe te zien op de nakoming van hun verbintenissen wijzen de verschillende partners een projectcoördinator («de coördinator») aan en stellen ze een riviercomité (« het comité ») in volgens de modaliteiten omschreven in hoofdstuk II van deze omzendbrief.

De met de riviercontracten belaste Minister (« de Minister ») kan, onder de voorwaarden bedoeld in hoofdstuk III van deze omzendbrief, toelagen verlenen om de uitwerking, de uitvoering of de bijwerking van een riviercontract te bevorderen.

De riviercontracten beogen vooral de vernieuwing, de bescherming en de valorisatie van de ecologische kwaliteit en de watervoorraad van de bekkens door een harmonieuze integratie van alle bestanddelen van de rivier.

Naast de medewerking van alle ondertekenaars eist het riviercontract de bewustmaking, de voorlichting en de medewerking van de bevolking van het gebied waarop het contract slaat, teneinde de ontwikkeling van een duurzame dynamiek in de hand te werken.

Om de riviercontracten bij te staan op administratief vlak en om hun acties en coördinatie te bevorderen wordt een cel 'riviercontracten' (« het bestuur ») opgericht binnen het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Waalse Gewest.

#### HOOFDSTUK II. — *Uitwerkingsmodaliteiten*

Een riviercontract wordt uitgewerkt in verschillende etappes :

1. Het opstarten van het project :

1a. aanleg van een voorbereidend dossier

1b. voorbereiding van een onderzoeksovereenkomst met als doel het opmaken van een riviercontract

2. Goedkeuring van de onderzoeksovereenkomst

3. Uitvoering van de onderzoeksovereenkomst

4. Ondertekening van het riviercontract

5. Uitvoering van de verbintenissen

6. Beoordeling - bijwerking van het riviercontract

1. Het opstarten van het project

1a. Aanleg van een voorbereidend dossier

Het initiatief mag uitgaan van een particulier of van een openbare instelling (provincie, gemeente of intercommunale) die overlegde oplossingen wenst uit te werken met het oog op de bescherming van de rivier en de watervoorraad van haar bekken.

Belangstellende gemeenten wordt voorgesteld een ontwerp van riviercontract op touw te zetten.

De gemeenten die daarmee instemmen, dienen in overleg met de initiatiefnemer een voorbereidend dossier in bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Waalse Gewest.

Het dossier bevat volgende gegevens :

a. de personalia van de initiatiefnemer;

b. het desbetreffende gebied en de lijst van de gemeenten waarvan het grondgebied geheel of gedeeltelijk onder het riviercontact valt;

c. een bibliografisch onderzoek naar de bestaande toestand;

d. een beschrijving, op basis van beschikbare gegevens, van de oorspronkelijke staat van het desbetreffende hydrografische net;

e. een lijst van de plaatselijke belangen of problemen die voor een riviercontract pleiten;

f. de verbintenis van de gemeenteraden waarbij ze de beginselen van het riviercontract, zoals bepaald in hoofdstuk I, in acht nemen en instemmen met de lijst van de plaatselijke doelstellingen en belangen;

g. het advies van de bestendige deputatie(s) over het dossier indien de provincie ontvangende partij is;

h. de aard en de resultaten van alle gevoerde besprekingen;

i. de bestaande plaatselijke structuren die bereid zijn te bemiddelen bij het uitwerken van het contract, en hun middelen (logistieke, technische, wetenschappelijke, financiële...);

j. een voorstel van de coördinator van het project en de elementen die het voorstel wettigen.

1b. Voorbereiding van een onderzoeksovereenkomst

Op basis van het volledige dossier bewerkstelligt het Bestuur, in samenwerking met de initiatiefnemer, een ontwerp van onderzoeksovereenkomst dat het opmaken van een riviercontract beoogt.

Om in aanmerking te komen, moet het ontwerp van overeenkomst :

a. de coördinator van het project aanwijzen;

b. de rol bepalen van de coördinator van het project wiens eindopdracht erin bestaat een ontwerp van riviercontract uit te werken en na te gaan of het haalbaar en uitvoerbaar is;

c. bepalen op welke wijze de belanghebbende partijen zullen meewerken en welke algemene methodologie zal worden aangewend;

d. de domeinen bepalen die onder het riviercontract zullen vallen;

e. het in het kader van de onderzoeksovereenkomst uit te voeren programma vaststellen en de planning bepalen;

f. de samenstelling van het riviercomité overleggen; het riviercomité wordt belast met de volgende opdrachten :

— als beheersorgaan van de overeenkomst zorgen voor de vlotte uitvoering ervan;

— zoeken naar overlegde oplossingen voor het opmaken van het riviercontract;

g. budgettaire ramingen maken;

h. de financieringsbronnen alsook de bijdrage van elke intekenaar vermelden (exclusief inbreng in natura), (zie hoofdstuk III);

i. de duur van de opdracht (maximum drie jaar) en de jaarlijkse indeling van de begroting bepalen;

j. voorzien in een specifieke boekhouding voor het beheer van de overeenkomst.

Het riviercomité is samengesteld uit vertegenwoordigers gemachtigd door de partijen die deelnemen aan de uitwerking van het riviercontract.

Het comité kan bestaan uit vertegenwoordigers van :

- de Watercommissie;
- de betrokken gemeente(n);
- de betrokken provincie(s);
- de bevoegde besturen en instellingen;
- de belanghebbende plaatselijke actoren;
- de « Société publique de Gestion de l'Eau » (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer).

Zodra het ontwerp van overeenkomst is goedgekeurd door de gemeenten en, in voorkomend geval, door de betrokken gemeenten, wordt het samen met het voorbereidend dossier door het Bestuur aan de Minister overgemaakt.

## 2. Goedkeuring van het ontwerp van onderzoeksovereenkomst

De Minister onderwerpt het ontwerp van overeenkomst aan het advies van de Watercommissie.

Op basis van het verslag van het bestuur en van het advies van de Commissie kan de Minister het ontwerp van onderzoeksovereenkomst en de aanwijzing van de coördinator van het ontwerp met inachtneming van de beschikbare kredieten goedkeuren.

## 3. Uitvoering van de overeenkomst

Het riviercomité wordt door de coördinator van het project ingesteld binnen zestig dagen nadat de Minister de initiatiefnemer in kennis heeft gesteld van de onderzoeksovereenkomst. Het comité kiest een voorzitter uit zijn midden en maakt zijn huishoudelijk reglement op.

Het comité vergadert ten minste twee keer per jaar.

De coördinator van het project bezorgt elk lid van het riviercomité om de zes maanden een tussenverslag waarin gewag wordt gemaakt van de evolutie van het onderzoek en van de tegengekomen problemen.

Elk verslag wordt goedgekeurd door het riviercomité.

Na afloop van de overeenkomst legt de coördinator van het project een eindverslag en een ontwerp van riviercontract over. Het verslag en het ontwerp worden goedgekeurd door het riviercomité. Elk lid van het riviercomité ontvangt een exemplaar van de stukken en het bestuur krijgt er vier.

Het door de coördinator opgestelde ontwerp van riviercontract houdt met name rekening met de akkoorden die werden bereikt na ruim overleg tussen alle belanghebbende partijen binnen het riviercomité.

Het ontwerp van riviercontract :

- wijst op de diverse plaatselijke gebruiken met betrekking tot de waterloop en zijn directe omgeving, alsook op de belangen die daarmee gepaard gaan;
- vermeldt de waardevolle bestanddelen van het watermilieu en zijn omgeving in het betrokken gebied;
- bevat een inventaris en een hiërarchische indeling van de soorten hinder die het leefmilieu schade toebrengen binnen het betrokken gebied;
- vermeldt alle in overleg aangenomen voorstellen, zowel op curatief (oplossingen voor bestaande soorten hinder) als op preventief vlak (behoud en bescherming van de waardevolle bestanddelen);
- bepaalt het programma van de acties waarvoor overeenkomsten werden bereikt, met voor elke actie : de nagestreefde doelstelling(en), de vereiste middelen (menselijke, technologische, reglementaire,...), de financiële middelen, de vastleggingen, de planning en het dringende karakter;
- bevat een bewustmakingsprogramma voor de bevolking en de schoolinstellingen, met name inzake ieders rechten en plichten t.o.v. de doelstellingen.

## 4. Ondertekening van het riviercontract

Het riviercontract wordt ondertekend door alle partners uit de privé- en de openbare sector, die zich in het kader van hun bevoegdheid ertoe verbinden de doelstellingen van het contract binnen redelijke termijnen te halen.

Het riviercontract ligt ter inzage bij de betrokken gemeentebesturen. Het riviercomité zorgt ervoor dat het contract ruimschoots wordt bekendgemaakt.

## 5. Uitvoering van de verbintenissen

Het riviercomité ziet toe op de nakoming van de door de ondertekenaars aangegane verbintenissen en coördineert de acties.

De verbintenissen worden pas na ruim overleg uitgevoerd.

Het riviercomité moet samen met de betrokken gemeenten een jaarverslag opmaken over de uitvoering van het contract. Het vermeldt de tijdens het afgelopen jaar uitgevoerde vernieuwingswerken en genomen maatregelen, alsook de voorspellingen voor het lopende jaar.

Nieuwe partners kunnen zich bij het riviercomité aansluiten overeenkomstig de voorschriften van het huishoudelijk reglement.

Het jaarverslag vermeldt eveneens de aard van de moeilijkheden die zich het afgelopen jaar voordeden bij de uitvoering van het contract, alsmede oplossingen voor de komende jaren. Het vermeldt mogelijke nieuwe acties waarmee rekening moet worden gehouden bij de actualisering van het riviercontract.

Het jaarverslag wordt voor het eerst ingediend binnen vier maanden na de eerste verjaardag van de ondertekening van het riviercontract en binnen twee maanden de volgende jaren.

## 6. Beoordeling – Bijwerking van het riviercontract

Het riviercontract wordt beoordeeld en bijgewerkt om de drie jaar, voor het eerst aan het einde van het derde jaar na de ondertekening.

Het wordt beoordeeld door het bestuur en het riviercomité op grond van de jaarverslagen over de uitvoering.

De bijwerking vermeldt de geplande acties. Ze wordt uitdrukkelijk goedgekeurd door de leden van het riviercomité en wordt bij het jaarverslag gevoegd.

## HOOFDSTUK III. — *Financiering*

### A. Financiering van de onderzoeksovereenkomst

De onderzoeksovereenkomst kan gefinancierd worden door :

- het Waalse Gewest (de Minister bevoegd voor de riviercontracten);
- de provincie(s);

- de gemeente(n);
- elke andere partner die het project financieel wenst te steunen.

De globale tegemoetkoming van het Gewest beperkt zich voor de duur van de overeenkomst (maximum drie jaar) tot het totaal van de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegekende bedragen. Het maximumbedrag per hydrografisch onderbekken staat vermeld in de tabel van bijlage 1.

#### B. Financiering voor de uitvoering en de bijwerking van het riviercontract

Om toe te zien op de uitvoering en de bijwerking van het riviercontract kan het Riviercomité gefinancierd worden door :

- het Waalse Gewest;
- de provincie(s);
- de gemeente(n);
- elke andere partner die het project financieel wenst te steunen.

De globale tegemoetkoming van het Gewest wordt verleend voor opeenvolgende periodes van drie jaar, tot maximum twaalf jaar. De verdere verlening van toelagen is afhankelijk van de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegekende bedragen, tot de jaarlijkse maximumbedragen vermeld in de tabel van bijlage I. Voor de riviercontracten die krachtens hoofdstuk IV moeten fuseren, wordt de datum vanaf welke de periode van twaalf jaar begint te lopen bepaald door de Minister aan de hand van een aanhangsel dat de lopende overeenkomst opheft en vervangt.

De financiering van de bijwerkingen wordt voorafgegaan door een beoordeling die het Bestuur uitvoert. Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met het gedurende de vorige periode behaalde percentage acties. In geval van een negatieve beoordeling kan de Minister beslissen minder toelagen te verlenen gedurende een periode waarvan hij de duur bepaalt.

#### C. Buitengewone financiering

De Minister kan met inachtneming van de beschikbare kredieten beslissen de in punt A en B van dit hoofdstuk bedoelde maximumbedragen met hoogstens 1 000 000 BEF te verhogen om het hoofd te bieden aan buitengewone omstandigheden die de vlote operationele ontwikkeling van een contract bemoeilijken, met name voor de riviercontracten die beginnen te lopen vóór de inwerkingtreding van deze omzendbrief of voor de onderbekkens met een grote oppervlakte.

Het buitengewone karakter kan slechts worden aangevoerd als de vlote operationele ontwikkeling van het riviercontract ontegensprekelijk belemmerd wordt door buitengewone omstandigheden.

#### D. Overgangsmaatregelen

De bij de bekendmaking van deze omzendbrief lopende riviercontracten, waarvoor toelagen werden verleend op grond van de omzendbrief van 1993, vallen onder de volgende overgangsmaatregelen :

1. a. het riviercontract waarvoor een onderzoeksovereenkomst wordt gefinancierd bij de bekendmaking van deze omzendbrief, komt voor zijn uitvoering en zijn bijwerkingen in aanmerking voor een jaarlijkse gewestelijke financiering ten belope van een bedrag gelijk aan de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegekende sommen, waarbij het maximumbedrag gelijk is aan dat bestemd voor het onderbekken waarop het betrekking heeft;

b. de riviercontracten die betrekking hebben op hetzelfde onderbekken en waarvoor een overeenkomstonderzoek wordt gefinancierd bij de bekendmaking van deze omzendbrief, komen voor hun uitvoering en bijwerkingen in aanmerking voor een jaarlijkse gewestelijke financiering ten belope van een bedrag gelijk aan de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegekende sommen, met een jaarlijks maximumbedrag van 800 000 BEF per contract. Zodra het enige riviercomité bedoeld in hoofdstuk IV ingesteld is, uiterlijk 31 december 2005, wordt het enige bedrag waarvan sprake in bijlage 1 toegekend voor de riviercontracten van hetzelfde onderbekken;

c. de uitwerking van een nieuw riviercontract in een deel van een onderbekken waarvoor een riviercontract reeds voorhanden is, wordt gefinancierd door het Gewest met een bedrag gelijk aan de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegekende bedragen, met een jaarlijks maximumbedrag van 1,2 miljoen BEF. Dit bedrag wordt toegekend tot het enige riviercomité bedoeld in hoofdstuk IV wordt ingesteld, en bevestigd in een aanhangsel bij de oorspronkelijke overeenkomsten. Zodra het enige riviercomité bedoeld in hoofdstuk IV ingesteld is, uiterlijk 31 december 2005, wordt het enige bedrag waarvan sprake in bijlage 1 toegekend voor de riviercontracten van hetzelfde onderbekken;

2. a. het riviercontract waarvan de opvolging wordt gefinancierd bij de bekendmaking van deze omzendbrief, komt voor zijn verdere uitvoering en zijn bijwerkingen in aanmerking voor een jaarlijkse gewestelijke financiering. Het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming is gelijk aan de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegekende bedragen, waarbij het maximumbedrag gelijk is aan dat bestemd voor het onderbekken waarop het betrekking heeft. De tegemoetkoming wordt verleend voor hoogstens twaalf jaar;

b. de riviercontracten die betrekking hebben op hetzelfde onderbekken en waarvan de opvolging wordt gefinancierd of beëindigd bij de bekendmaking van deze omzendbrief, komen voor hun verdere uitvoering en hun bijwerkingen in aanmerking voor een jaarlijkse gewestelijke financiering. Het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming is gelijk aan de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegekende bedragen, met een jaarlijks maximumbedrag van 800 000 BEF per contract. Zodra het enige riviercomité bedoeld in hoofdstuk IV ingesteld is, uiterlijk 31 december 2005, wordt het enige bedrag, bedoeld in bijlage 1, toegekend voor riviercontracten van hetzelfde onderbekken;

3. het riviercontract waarvan de opvolging ten einde loopt bij de bekendmaking van deze omzendbrief, komt voor zijn verdere uitvoering en zijn bijwerkingen in aanmerking voor een jaarlijkse gewestelijke financiering. Het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming is gelijk aan de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegekende bedragen, waarbij het jaarlijkse maximumbedrag gelijk is aan dat bestemd voor het onderbekken waarop het betrekking heeft. De globale tegemoetkoming van het Gewest wordt verleend voor een periode van maximum negen jaar, te rekenen van deze omzendbrief.

### HOOFDSTUK IV. — *Betrokken onderbekkens - Gegevensinzameling*

Het geografische grondgebied dat onder een door het Waalse Gewest gefinancierde riviercontract valt, moet deel uitmaken van één van de volgende hydrografische onderbekkens :

Scheldbekken, onderbekkens : Schelde-Leie, Dender, Dijle-Gete, Haine, Zenne.

Maasbekken, onderbekkens : Maas stroomopwaarts en Oise, Maas stroomafwaarts, Samber, Ourthe, Amblève, Semois-Chiers, Vesder, Lesse.

Rijnbekken, onderbekkens : Moezel (Our. Sûre).

Als op de datum van deze omzendbrief verschillende riviercontracten betrekking hebben op hetzelfde onderbekken, wordt uiterlijk 31 december 2005 een enig riviercomité ingesteld. De wijze waarop dat comité wordt ingesteld en het operationele karakter van de opgerichte structuur moeten gewaarborgd worden.

Alle bestaande overeenkomsten en subsidiëringsbesluiten worden uiterlijk 31 december 2005 aan de hand van aanhangsels opgeheven en vervangen. De aanhangsels bevatten de bij deze omzendbrief aangebrachte wijzigingen, met name het enige riviercomité voor de bovenvermelde onderbekkens, de evaluatie van de uitgevoerde werken en de bijwerking van het contract.

Om de gegevens over de waterlopen te actualiseren kan de Minister voorstellen een gemene basis (fiche) te gebruiken om de bij elke fase van het riviercontract ingewonnen informatie op te slaan. Onverminderd de rechten gebonden aan het intellectuele eigendom verbinden de door het Waalse Gewest gefinancierde riviercontracten zich ertoe de aldus ruw ingezamelde gegevens aan het bestuur over te maken om het in staat te stellen databanken in het leven te roepen, alsook banken met cartografische documenten die relevant zijn voor het beheer van de waterlopen. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe zo spoedig mogelijk een veilig systeem op touw te zetten, waardoor de betrokken partners on line toegang krijgen tot de aldus gestructureerde en gevalideerde gegevens.

Namen, 20 maart 2001.

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

#### BIJLAGE

Maximale tegemoetkoming van het Waalse Gewest per bekken en onderbekken voor de financiering van de overeenkomstonderzoeken en de financiering van hun uitvoering en bijwerking

Bekkens	Onderbekkens	Aantal gemeenten	Oppervlakte (km <sup>2</sup> )	Geschat aantal inwoners (gegevens 1991)	Plafond van de gewestelijke toelage (Miljoen BEF/jaar)
Schelde	Schelde-Leie	19	771,4	214 008	1,25
Schelde	Dender	19	656,2	110 663	1,25
Schelde	Dijle-Gete	31	946,5	229 676	1,85
Schelde	Haine	26	801,2	396 995	1,60
Schelde	Zenne	23	574,4	195 469	1,45
	Totaal Schelde	118	3 749,7	1 146 811	6,20
Maas	Maas stroom-opwaarts + Oise	32	1 741,2	136 474	1,90
Maas	Maas stroom-afwaarts	74	2 114,3	720 735	4,00
Maas	Samber	49	1 779,5	621 393	2,75
Maas	Ourthe	39	1 843,2	151 932	2,25
Maas	Amblève	22	1 076,8	59 335	1,40
Maas	Semois-Chiers	26	1 758,0	110 403	1,60
Maas	Vesder	27	702,9	200 460	1,65
Maas	Lesse	23	1 343,4	68 362	1,45
	Totaal Maas	292	12 359,3	2 069 094	14,90
Rijn	Moezel	17	768,2	39 727	1,15
	Totaal Moezel	17	768,2	39 727	1,15
	Algemeen totaal	262	16 877,2	3 255 632	22,25

Opgelet :

3) De aantallen gemeenten mogen niet opgeteld worden aangezien eenzelfde gemeente zich kan uitstrekken over verschillende bekkens.

4) Als een gemeente zich slechts gedeeltelijk in hetzelfde bekken bevindt, wordt het aantal inwoners per bekken geschat op grond van een evenredige regel waarbij wordt uitgegaan van de oppervlakte.

Gezien om te worden gevoegd bij de ministeriële omzendbrief van 20 maart 2001 betreffende de toelaatbaarheids-criteria en de uitwerkingsmodaliteiten voor de riviercontracten in het Waalse Gewest.

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART